

Natacha Chetcuti-Osorovitz (2021)
Femmes en prison et violences de genre.
*Résistances à perpétuité**
par Vincent Rubio*

Avec *Femmes en prison et violences de genre. Résistances à perpétuité* (La Dispute, Paris 2021, 288 pages), Natacha Chetcuti-Osorovitz – sociologue, Maîtresse de conférences – HDR à l'école Centrale Supélec, et formée en anthropologie sociale à l'EHESS – offre à la communauté de la recherche en sciences sociales, comme à un public plus large, un ouvrage qui fera date. Ceci tant dans le domaine des études de genre que du point de vue de l'approche du monde carcéral. Par la richesse foisonnante et l'originalité du matériau recueilli, par la profondeur et la finesse du traitement analytique dont ce dernier fait l'objet, comme par la puissance du message politique qu'il porte, ce livre se révèle des plus précieux.

Il faut dire que l'auteure a mené un terrain long de 18 mois, entre janvier 2017 et juin 2018. Elle a mené de front approche ethnographique, focus groups et entretiens en face-à-face dans un centre de détention pour femmes, lui-même situé au sein d'un établissement pénitentiaire qui regroupe par ailleurs un centre de détention pour hommes, un quartier Maison centrale, ainsi qu'un espace réunissant UAT (Unité d'accueil et de transferts) et CNE (Centre national d'évaluation). Au total, 96 entretiens auprès de 42 détenues ont été réalisés (dont 22 entretiens longitudinaux). En parallèle, 36 entretiens ont été menés auprès du personnel de santé, de l'éducation nationale, de Pôle emploi et de l'Administration pénitentiaire (cadres, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP), surveillantes, aumôniers etc.). On retiendra également l'originalité de l'approche par focus groups, rassemblant dix détenues mensuellement autour d'un film ou de la présentation d'une artiste.

Le volume se décompose en trois chapitres écrits dans un style particulièrement fluide qui n'hésite pas à mobiliser un «Je» anthropologique traduisant une implication de tous les instants de la part de Natacha Chetcuti-Osorovitz. Outre son rapport personnel au terrain carcéral, on soulignera à

* DOI 10.3280/SSIS2021-003009

* Université Paris Nanterre, Laboratoire Sophiapol, EA 3932 – Centre Max Weber CNRS (UMR 5283). rubiovicent@hotmail.com.

Sicurezza e scienze sociali IX, 3/2021, ISSN 2283-8740, ISSN e 2283-7523

cet égard que, avant même le début de sa recherche (dès 2015), à l'initiative du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), cette dernière à animer des groupes de parole au sein du centre de détention pour femmes étudié à partir de janvier 2017. Cette expérience a permis de réunir un matériel de «pré-enquête effectif» (12).

La question centrale autour de laquelle se structure le livre est la suivante: «Comment construire un déplacement de soi et échapper, en tant que femmes, à des positions d'assujettissements dans le rapport à l'autre et à la structure sociale, alors que l'on est une femme et que les femmes sont prises dans un continuum de violence?» (16). Dans cette perspective, la focale est placée sur le parcours d'exécution de peine (PEP), outil de suivi et d'évaluation de la personne détenue qui, «selon le discours officiel de l'Administration pénitentiaire, doit permettre de fixer des objectifs partagés [avec elle] en vue de préparer son insertion» (19). Ce dispositif est «un déterminant majeur dans la capacité des détenues à infléchir les 'histoires' biographiques et pénales. En effet, les catégories managériales du diagnostic pénal structurent la manière dont leur peine est 'gérée' et contraint, par voie de conséquence, la parole» (20).

En d'autres termes, les réductions de peine dont peuvent bénéficier les personnes détenues sont conditionnées par les évaluations ponctuant le PEP. Ainsi, ce dernier «façonne l'expérience carcérale et la mise en récit de soi, dans la mesure où il participe de manière plus ou moins formelle des appréciations qui contribueront à l'évaluation des aménagements de peine» (130). On soulignera que les personnes entrant dans le cadre de ce dispositif présentent «une durée de détention suffisamment longue pour envisager 'un projet' échelonné dans le temps, et suffisamment courte pour envisager l'avenir, donc l'après de ce 'parcours'» (21).

A l'évidence, l'interrogation centrale du livre dépasse le seul cadre de la prison. C'est donc bien à une réflexion d'ensemble, au sein de laquelle l'espace carcéral opère(ra)it comme un «miroir grossissant», que nous convie Natacha Chetcuti-Osorovitz. Pour autant, l'auteure a le souci de maintenir en permanence le lecteur au cœur de l'expérience carcérale des femmes, un certain nombre de questions intermédiaires, comme autant des points de repère, ponctuant le récit: «Mon propos, tout au long de cet ouvrage, sera de comprendre comment s'exerce la punition carcérale et pénale en m'appuyant sur l'étude de la trajectoire des femmes incarcérées pour de moyennes et longues peines et sur les récits de leurs expériences de l'emprisonnement. Il s'agira d'identifier selon quelles normes les régimes de détention s'enracinent dans le réel judiciaire, pénal et correctionnel, et se définissent en fonction des représentations et des jugements que notre époque produit sur

les femmes condamnées. Il s'agira aussi d'appréhender comment les rapports sociaux de sexe configurent les trajectoires de femmes condamnées pour des faits de violences. Comment le rapport social de sexe structure les réalités carcérales des prisonnières; comment les rapports sociaux vont définir les relations sociales dans la totalité du champ de la vie carcérale, dans le rapport au parcours d'exécution de peine, dans les relations avec l'Administration pénitentiaire, avec les autres femmes elles-mêmes minoritaires sur le plan de la structure sociale, et dans le rapport aux relations de travail?» (42-43).

Le premier chapitre présente «les effets de l'architecture carcérale sur la vie des recluses, l'évolution des politiques pénitentiaires et leurs conséquences sur la vie matérielle des détenues, et la découverte de cet univers» (43). C'est donc un double éclairage, à la fois géographique et ethnographique, qui est ici convoqué par l'auteure. On découvre alors les effets chez les détenues – notamment en termes d'identité – de l'absence des barrières qui séparent habituellement les différentes sphères de la vie: résidence, travail, loisirs, lieu de soins». «Cette proximité constante entretient une défiance incessante entre les femmes détenues» et «la trajectoire de la rumeur rend visible les enchâssements discriminatoires que peuvent subir les unes et les autres dans un lieu où la marge de manœuvre est réduite» (116). En miroir, Natacha Chetcuti-Osorovitz montre comment «les situations sociales collectives tendent [...] à produire des interactions flottantes et angoissantes pour les participantes, du fait de la réactivation des jugements sociaux et des catégorisations morales des peines». Ces situations viennent heurter les sensibilités individuelles, et ce d'autant plus fortement quand il existe des conflits interpersonnels qu'il est embarrassant de rendre visibles dans le cadre d'activités en petits groupes» (116).

Ainsi, «pour échapper à ces désagréments, beaucoup de détenues préfèrent éviter, selon le moment de l'incarcération et la durée de la peine, la fréquentation des lieux de sociabilité [...] Le repli sur soi, l'évitement du collectif, les attitudes défensives ou la discrétion caractérisent [ainsi] le fondement de l'organisation carcérale chez les prisonnières» (117). C'est peut-être à cette lumière qu'il convient de constater que «les regroupements se font sur des bases culturelles, raciales et ethniques. L'effet de communauté est construit par les femmes elles-mêmes: elles créent ainsi des mondes sociaux par affinités culturelles et linguistiques» (64)? Toujours est-il que les implications de ces formes d'isolement sont considérables, notamment parce que «participer à des activités collectives fait partie des critères évaluatifs du parcours d'exécution de peine» (115).

L'auteure interroge également dans ce chapitre la délégation de la gestion des établissements pénitentiaires au secteur privé, et, de ce fait, au partenariat

public-privé, comme c'est le cas de la prison où a été menée l'enquête. Elle relève par exemple la dégradation du service de fourniture du cantinage et des produits eux-mêmes (66). Dans le contexte carcéral, où préparer ses repas et disposer de produits propres dans sa cellule constitue souvent un biais de réappropriation de soi pour les personnes détenues, cela n'a rien d'anodin. Tout au contraire. On remarquera également avec Natacha Chetcuti-Osorovitz – en pensant à l'importance de la participation à des activités collectives dans le cadre de l'évaluation du PEP – que «la raréfaction de l'offre de travail en prison pèse plus sur les femmes que sur les hommes» (84). En effet, «l'offre de formation est moins diversifiée pour les femmes que pour les hommes détenus, notamment en raison de la non-mixité réglementaire de la majorité des espaces collectifs» (80). Une mixité des espaces qui, sur un autre registre, «réactualise l'érotisme hétérosexuel, dans un lieu qui ne le nomme pas ou qui le contourne, alors qu'en fait il est plus qu'existant dans les discussions informelles et privées des détenues et des personnels de l'Administration pénitentiaire, ainsi qu'en témoignent les surveillantes dans leurs récits» (120).

Cœur de l'ouvrage, le deuxième chapitre examine donc «le processus de mise en récit de l'expérience carcérale par les détenues elles-mêmes en fonction du dispositif du parcours d'exécution de peine» (43). L'analyse des récits permet de relever quatre types de parcours. Le premier, «Un lieu à soi maudit», dévoile l'incarcération comme le moment qui autorise un détachement de l'environnement familial et constitue un temps de reconnaissance de soi en tant que victime de violences de genre. Le second, «injustement condamnées», concerne les détenues dont la longue peine constitue un non-sens et se caractérise par un conflit interne permanent, impossible à résoudre, entre le soi désigné comme auteure et la victime (vivante ou non) auteure elle-même de violences dont il a fallu se défendre. Le troisième, «une peine inévitable» relève de «l'enfermement inéluctable» et parfois anticipé. Dans ce parcours, l'enfermement fait partie des risques à prendre dans la «carrière» professionnelle liée à des activités non institutionnalisées ou illicites. L'éventualité d'un séjour en prison est d'ailleurs intégrée au sein des communautés familiales, amicales et professionnelles (139). Le quatrième et dernier parcours est celui des prisonnières basques autodéfinies comme politiques et fait l'objet du troisième chapitre de l'ouvrage.

Au-delà des caractéristiques propres à chaque parcours, l'analyse de Natacha Chetcuti-Osorovitz pointe avec justesse que l'agencement du PEP présuppose une «relation causale entre l'individu, le passage à l'acte, son intentionnalité et la peine exécutée», et, ce faisant, produit un «effet de

désocialisation au regard du contexte social au sein duquel le passage à l'acte est advenu». Ainsi, ce dispositif désocialise, dépolitise, dé-historicise les parcours des personnes condamnées» et «met à mal la finalité d'individualisation qui était son principe». Or, «le déni de l'appréhension sociologique des rapports sociaux au profit d'une approche dite de la "personnalité" est singulièrement renforcé en ce qui concerne les rapports sociaux de sexe et les violences de genre». Ainsi, «le refus de prendre en compte le sexe social de la personne violente a pour conséquence de faire apparaître toutes les violences comme équivalentes pour l'ensemble des acteurs du champ carcéral et judiciaire» (131).

C'est donc une discrimination (de plus) dont sont victimes les femmes que l'analyse met en lumière, la relation entre violences subies et violences exercées dans les parcours carcéraux, envisagée sous l'angle des rapports sociaux de sexe, semblant ici inexistante. Car, parallèlement, c'est bien un continuum de violences subies par les femmes qui est dévoilé: «Au fur et à mesure de l'enquête, j'ai observé que sur les 42 détenues, 35 d'entre elles ont fait l'objet de violences intrafamiliales et conjugales avant leur incarcération, cumulées avec d'autres formes de violences: précarité sociale, prostitution contrainte, racisme, et une mécanique de la domination qui s'étend aux violences économiques et aux violences symboliques» (143). Il existe donc un «lien complexe pour les femmes entre leur statut d'auteurs de violences et celui de victimes de violences» (42); complexité largement ignorée par l'institution pénitentiaire.

Comment donc «réussir» le PEP quand l'exercice de la parole «est pris à l'intérieur d'un régime de genre normalisé, qu'il s'agisse de l'organisation familiale du couple hétérosexuel, du rapport au travail, des modèles parentaux, de la filiation»? De même, «comment construire un «dire vrai sur soi-même» lorsqu'on est pris dans cette dualité auteure-victime au regard du délit commis, sans prendre en compte les dimensions de domination de la vie sociale et de dépendance des femmes dans le couple et dans l'univers familial»? Ou bien encore, «comment construire un récit au plus près de soi dans ce dispositif disciplinaire visant à une unicité de parcours à l'aune de normes assujettissantes» (134-135)? C'est bien sur le registre d'une juste dénonciation que résonnent, dans l'esprit du lecteur, les propos de Natacha Chetcuti-Osorovitz.

Le troisième chapitre s'intéresse quant à lui aux prisonnières basques auto-définies comme politiques. L'auteur y montre que leur formation militante et théorique – lutte des classes, marxisme, féminisme – les conduit à des usages différents de l'emprisonnement, ce qui en fait un «cas limite», qui révèle une dimension politique de l'incarcération» (43). L'interrogation

principale est là de savoir «comment l'engagement militant façonne-t-il le rapport au PEP des femmes indépendantistes basques dans le contexte du processus de paix?» (232). Ici aussi, des questions «intermédiaires» jalonnent le texte et guident le lecteur: «La réflexivité politique constitue-t-elle des façons différentes de vivre et d'agir avec l'ensemble des détenues et avec le personnel pénitentiaire? Le capital culturel et les pratiques de politisation antérieurs à l'incarcération développent-ils des compétences sociales distinctes entre les détenues de droit commun et les prisonnières autodéfinies politiques? Leur intérêt pour la politique féministe et la critique des dispositifs disciplinaires les incitent-elles à d'autres formes de participation avec les détenues et avec le personnel pénitentiaire?» (252).

On retiendra d'abord que, «contrairement aux typologies précédentes, les biographies familiales des prisonnières politiques ne semblent pas marquées par des violences structurelles de genre. Ce constat ne signifie pas pour autant que les rapports sociaux de sexe n'ont pas traversé l'organisation familiale et parentale de la société basque, mais ils ne semblent pas avoir été déterminants dans le parcours des militantes: c'est fondamentalement leur engagement politique dans la lutte armée qui a conduit à leur incarcération. Les récits recueillis n'ont pas non plus fait mention de situations de violences sexuelles dans la lutte armée». Toutefois, l'auteure précise que, «si aucune information n'a été transmise sur l'existence de rapports de domination entre les hommes et les femmes, cela ne signifie pas qu'ils n'existent pas, mais résulterait bien plutôt du fait que la vie quotidienne pendant la clandestinité n'a pas été abordée au cours de nos entretiens» (224).

Cette remarque méthodologique fait lien avec un aspect essentiel de l'expérience carcérale des militantes basques: «Bien qu'elles soient déjà condamnées, elles restent exposées à des procédures judiciaires en cas de révélation de nouveaux faits, même une fois libérées; certaines d'entre elles sont sous le coup d'une extradition en Espagne au terme de leur peine en France, ce qui signifie l'ouverture d'autres procès». Ainsi, «le contexte de la négociation inhérente au PEP rend impossible la mise en récit des modalités d'organisation et de vie au sein de l'ETA» (231). Une fois encore, suivant des modalités spécifiques, le dispositif du PEP révèle ses failles. D'autant plus que les grilles d'évaluation psychologique – construites à partir des catégories étatiques: culpabilité vs innocence, crimes et délits, responsabilité vs déni – ne permettent pas de prendre en compte le sens des trajectoires politiques singulières de ces détenues» (249).

Au titre des inégalités dont pâtissent ces femmes, on notera également un évident «processus de déqualification», la doxa pénitentiaire et médiatique en faisant tour à tour de mauvaises mères, des femmes à la sexualité débridée,

ou, plus spécifiquement encore, aboutissant à dépolitiser leur cas en les ramenant au statut de femme de» (en l'occurrence d'un homme militant) (225-226). Pourtant, répétons-le, «c'est fondamentalement leur engagement politique dans la lutte armée qui a conduit à leur incarcération. De ce point de vue, on comprend que, pour ces femmes, «l'arrivée en prison et le temps de l'incarcération sont vécus [...] comme une continuité de la lutte, qui passe par la revendication du statut de prisonnière politique» (244) et, de même, qu'elles adoptent une «posture de confirmation de cet engagement politique tout au long de l'incarcération» (219). Or, cet engagement implique «des modalités de résistance différentes dans leur rapport avec chaque acteur et actrice du dispositif de peine» (219).

Ce faisant, «parmi les règles qui organisent leur vie en prison, la consigne principale consiste à adopter une attitude de distance à l'égard des surveillantes. En outre, la culture de la solidarité politique, fondée entre autres sur la critique des autoritarismes et de l'ordre sécuritaire et punitif, participe d'une mise en œuvre collective plutôt qu'individuelle, dont la finalité est de faire évoluer telle ou telle condition de détention» (253). Aussi, «si depuis la dissolution d'ETA il y a moins de règles collectives à proprement parler, on peut repérer dans le rapport des prisonnières à l'Administration pénitentiaire deux attitudes individuelles qui leur permettent de faire face à la contrainte carcérale. L'une consiste à éviter tout contact avec les agent.e.s de l'Administration pénitentiaire afin de ne pas essayer d'éventuelles réponses négatives de leur part, mais surtout pour se protéger de tout rapport avec les acteur.rice.s de l'encadrement répressif. L'autre comportement consiste au contraire à ne rien lâcher sur les demandes auprès de l'Administration pénitentiaire, car elles peuvent constituer des tremplins vers une organisation moins dure de la vie carcérale» (255).

Pour finir, on remarquera la pertinence avec laquelle le travail de Natacha Chetcuti-Osorovitz met en lumière ici combien la prise en compte des effets de génération enrichit l'analyse sociologique de parcours biographiques. S'agissant par exemple du rapport aux positions féministes, l'auteure souligne que «les entretiens mettent en évidence une variabilité de postures de la part de ces militantes quant à la question de l'émancipation des femmes et du féminisme. Ces prises de position varient en fonction de la définition de soi donnée en tant que femme, dans le rapport à l'affranchissement à l'égard du statut de mère, de compagne, du rapport à l'hétérosexualité, mais aussi au travail constitutif du soin à l'autre et à la disponibilité mentale à l'intérieur de la division sexuelle du travail [...] C'est ce qui distingue leurs parcours politiques et subjectifs lorsqu'on passe d'une génération à l'autre» (237-238).

En étudiant le processus de mise en récit de l'expérience pénitentiaire par les détenues en moyennes et longues peines en France aujourd'hui, et en problématisant ainsi le parcours d'exécution de peine – catégorie administrative qui semble aller de soi –, Natacha Chetcuti-Osorovitz propose finalement une critique des plus stimulantes de la logique néolibérale désormais à l'œuvre dans l'ensemble de la vie sociale. Cette critique, le lecteur peut également l'apprécier à l'aune de l'analyse que propose le livre de la gestion privé/public des établissements pénitentiaires.

Même si l'auteure l'étudie bel et bien pour lui-même, le milieu carcéral est ici un révélateur des plus puissants, un «miroir grossissant» qui autorise des montées en généralité salvatrices. Il permet également de souligner combien il se révèle «nécessaire d'élaborer une nouvelle approche critique de la sociologie carcérale qui prenne en compte la structuration par le genre, [...] [car] seule cette approche permet de comprendre comment la circulation des idées, souvent dépréciatives, façonne les imaginaires des personnes extérieures au monde carcéral mais également de l'ensemble de celles et ceux qui y vivent» (36). Plus loin, la dimension des rapports sociaux de sexe est «déterminante pour explorer la logique punitive de l'institution et la façon dont s'exerce la "disciplinarisation" en fonction des normes de genre, c'est-à-dire l'apprentissage des normes carcérales et leur concrétisation quotidienne dans le parcours d'exécution de peine des femmes condamnées pour de moyennes et longues peines» (38).

Au fond, c'est un programme de recherche qui s'ouvre si tôt refermée la dernière page du livre de Natacha Chetcuti-Osorovitz. Pour paraphraser une dernière fois l'auteure, quelques pistes sont déjà identifiées en la matière, chacune se déclinant en interrogations à la portée tout autant scientifique que politique: Comment construire un récit, au plus près de soi, à travers un procédé disciplinaire qui vise à une unicité de parcours en fonction de normes assujettissantes? De quelle manière produire une parole sur soi pour se libérer du processus carcéral, alors que celle-ci est prise – voire conditionnée – à l'intérieur d'un système de répression? Comment sortir du rapport social de domination, échapper aux rapports de pouvoir quand l'expertise pénale est entièrement prise dans des attendus normatifs de genre? De même, comment les éléments de socialisation antérieurs à l'incarcération constituent-ils des points d'appui, des ressources ou, au contraire, des contraintes dans le quotidien carcéral pour soi-même, mais aussi dans la manière d'établir des liens avec les codétenues et l'ensemble des personnes intervenant au centre de détention pour femmes? Gageons que les sciences sociales sauront se saisir de ces questions et ainsi faire fructifier leur héritage critique.